

Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: - (1970)
Heft: 134

Artikel: Licenciements chez Rencontre : lacune dans la défense des intérêts des travailleurs
Autor: [s.n.]
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-1028092>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 29.01.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Problèmes fiscaux à propos de deux initiatives à Neuchâtel et dans le canton de Vaud

Dans les cantons de Vaud et Neuchâtel, le POP lance dès 1968 deux initiatives populaires tendant à obtenir une nouvelle répartition de la charge fiscale. Les propositions sont pour l'essentiel identiques dans les deux cas, sauf sur un point: l'initiative vaudoise prévoit l'indexation des tranches de revenus pour éviter la progression à froid. Cette divergence est significative des hésitations que provoque ce point précis. Les autres modifications portent sur la diminution de la charge fiscale des petits et moyens contribuables, l'augmentation de celle des revenus plus élevée (dès 24 000 francs de revenu imposable par année dans le canton de Neuchâtel, dès 40 000 francs dans le canton de Vaud); l'élévation des taux pour l'impôt sur la fortune et des personnes morales.

Sur proposition des Conseils d'Etat de Vaud et Neuchâtel, les parlements cantonaux recommandent au peuple de rejeter ces initiatives dont l'acceptation mettrait immédiatement en péril l'équilibre financier de ces cantons et pourrait compromettre à terme les efforts d'industrialisation et d'aménagement économique et social actuellement entrepris ou envisagés.

Si le Grand Conseil neuchâtelois ne propose pas de contre-projet à l'initiative du POP, le parlement vaudois a, lui, adopté un projet de loi modifiant la loi organique sur les impôts directs cantonaux, qui tend à éliminer les effets de la progression à froid.

Avec la bourgeoisie, les députés socialistes vaudois et neuchâtelois ont voté contre les deux initiatives. Pouvaient-ils adopter une autre position? Plus généralement, qu'est-ce que la gauche réformatrice peut proposer?

Discussion préalable: progression à froid et répartition de la charge fiscale.

Progression à froid

La progression à froid est une des conséquences de l'ère d'inflation dans laquelle vit le monde occidental depuis vingt-cinq ans. La hausse constante et régulière des prix entraîne l'adaptation consécutive des salaires, dont le relèvement nominal ne sert qu'à compenser la perte de pouvoir d'achat découlant de la hausse du coût de la vie (dépréciation monétaire). Il y a donc progression à froid lorsque le montant des impôts payés par les contribuables augmente sans que cette augmentation de la charge fiscale corresponde à une amélioration de leur revenu réel.

Une première mesure des effets de la progression à froid: de 1957 à 1968, le produit des impôts directs sur le revenu et la fortune pour la Confédération, les cantons et les communes, s'élève de 2,3 milliards de francs à 7,8 milliards. Au total, pour ces douze années, 55 milliards. Mesurée par rapport aux revenus primaires distribués (qui incluent la rémunération des salariés, des personnes indépendantes et de la propriété des ménages privés, selon les termes de la comptabilité nationale), la charge fiscale passe de 9,8 (1957) à 14,3 (1968). Les revenus primaires progressent de 23,4 milliards à 54,7 milliards (exprimés en valeur nominale) mais à 42,5 milliards (ex-

primés en valeur réelle, c'est-à-dire compte tenu de la hausse du coût de la vie qui fut de 34 % pendant ces douze années). En appliquant la charge fiscale aux revenus primaires réels, les recettes fiscales directes des pouvoirs publics auraient passé de 2,3 milliards à 6,1 milliards, et seraient montées au total à 48 milliards de francs, contre 55 milliards encaissés. 7 milliards de différence: c'est plus que le budget annuel de la Confédération.

Les revenus élevés échappent à la progression à froid

L'exposé des motifs du gouvernement vaudois est intéressant. D'entrée de jeu, il écrit: « Il n'est pas contestable que les contribuables moyens et modestes, qui sont le plus grand nombre, sont atteints d'une manière sensible par les effets de la « progression à froid ». Et plus loin: « La progression du taux des impôts directs est un postulat d'équité qui tend à soumettre chaque contribuable à une charge d'impôt en rapport avec sa capacité contributive et qui confère au prélèvement de cet impôt un caractère social net. Dans une économie fondée sur la notion de profit et à défaut de limites dans les revenus et la fortune qu'un contribuable peut réaliser ou posséder, c'est le moyen de demander un effort fiscal plus grand aux contribuables qui peuvent le supporter. C'est donc l'augmentation des revenus réels qui a provoqué essentiellement l'accroissement considérable du produit de l'impôt sur le revenu. Tant que l'augmentation du revenu qui provoque la progressivité de l'impôt correspond à une amélioration effective de la capacité économique du contribuable, ce système n'est pas critiqué, ni critiquable. En revanche, dans la mesure où la progression s'applique à la part de revenu qui ne fait que compenser la dépréciation monétaire, on parle alors de progression « à froid » car l'augmentation du montant nominal du revenu ne correspond pas à une augmentation équivalente de la capacité économique du contribuable. »

Partant d'une augmentation supposée du coût de la vie de 4 % par année, pour un contribuable marié avec deux enfants à charge, le Conseil d'Etat vaudois montre que pour des revenus annuels indexés de 9 000.—, 17 000.— et 50 000.— francs, l'augmentation de la charge fiscale imputable à la progression à froid est, sur une période de quatre années, de 8 %, de 3 %, de 0 %. Plus le revenu est élevé, moins la progression à froid est sensible. Elle devient nulle pour les revenus frappés au taux maximum.

Donner à l'Etat les moyens pour ses interventions

Cette constatation constitue un argument frappant pour justifier... non pas les initiatives du POP mais une politique économique visant à maintenir le pouvoir d'achat de la monnaie et la protection des contribuables les plus modestes. L'application de la clause d'indexation des tranches d'impôt proposée par le POP a pour conséquence d'entraîner la per-

Licenciements chez Rencontre Lacune dans la défense des intérêts des travailleurs

Le 2 juillet au matin, la presse lausannoise, confirmait sans commentaire la suppression de quarante-neuf places de travail dans le groupe Rencontre. Nous trouvons deux raisons au moins de revenir sur cette question. La première touche à l'information générale: la presse écrite s'est bornée à reproduire plus ou moins laconiquement la communication de l'entreprise sans risquer la moindre enquête sur le sujet. Selon la « Gazette » par exemple, il s'agirait là d'une mesure bénigne, puisque des quarante-neuf personnes touchées, quinze quitteraient de toute façon l'entreprise pour des motifs divers, alors que huit étaient des employés temporaires, non titularisés. Par ailleurs la politique économique ne serait pas concernée par ces mesures. La deuxième raison nous est plus personnelle. Nous avons suivi en effet d'assez près (voir DP numéro 101) un débat interne à la société Rencontre, concernant l'intéressement

des travailleurs et la participation. A ce propos justement, il est instructif de comparer ce licenciement avec les vues professées à l'époque par M. de Muralt, directeur général. Celui-ci se proposait de faire participer « les quelque mille salariés qui sont à Rencontre et à qui — puisque les législations de nos pays n'en disposent pas autrement — l'équité (et non quelque nébuleuse philanthropie) nous conduit à reconnaître sur l'entreprise des droits moraux qu'un jour peut-être les structures juridiques viendront consacrer. »

Le « bond en avant »

Avant d'aborder l'aspect social de ce licenciement, rappelons brièvement ce qu'est Rencontre. En 1949, Pierre Balthazar de Muralt, étudiant en droit et apprenti conducteur typographe, reprend pour 45 000 francs la société de l'imprimerie Henri

ception de l'impôt à un taux constant pour toutes les catégories de revenus.

L'indexation de toutes les tranches de revenus constitue donc un non-sens. On peut même dire qu'une telle proposition est antisociale, car elle profiterait davantage aux contribuables aisés que modestes. En effet, lorsque des allègements sont consentis par l'Etat aux modestes contribuables pour lutter contre l'effet de la progression, il recherche une compensation du manque à gagner. Dans le Canton de Vaud, il s'apprête à reprendre 6 millions sur les gros revenus et les entreprises. L'indexation des tranches de revenus protégerait ainsi les contribuables aisés de toute recherche de compensation; elle serait donc antiéconomique, car elle priverait les pouvoirs publics des recettes supplémentaires dont ils ont besoin pour équilibrer des dépenses croissantes consécutives à la dépréciation monétaire et à l'extension de leurs interventions dans les secteurs économiques, sociaux et culturels.

Car il y a deux problèmes. D'une part, un besoin d'équité sociale: la charge fiscale doit être répartie en fonction des possibilités des contribuables. D'où la progressivité de l'impôt. D'autre part, une question de technique fiscale: la hausse nominale des salaires des contribuables modestes ne doit pas rendre plus lourde leur charge fiscale.

Répartition de la charge fiscale

D'un côté, il y a la concurrence fiscale intercantonale: toute proposition visant à alléger notablement la charge fiscale pesant sur les revenus modestes pour la reporter sur les revenus plus élevés entraîne un renchérissement de ce canton par rapport aux autres. «On constate par ces comparaisons inter-cantonaux que, dans le canton, la charge fiscale qui frappe les revenus élevés, celle qui frappe la fortune et surtout celle où les effets des deux impôts sont cumulés est parmi les plus lourdes de Suisse, sinon la plus lourde au niveau élevé. Si les taux maximums étaient encore haussés, il y aurait lieu de craindre que la politique de développement économique encouragée par l'Etat ne soit fortement perturbée. N'étant pas «naturellement» attractif à cet égard, le canton de Vaud peut difficilement aggraver l'écart qui le sépare déjà des principaux cantons industrialisés.» (Rapport du Conseil d'Etat vaudois). «Notre canton jouerait à nouveau perdant dans la concurrence que les Etats confédérés se font de bon ou de mauvais gré sur le plan fiscal. Il s'ensuivrait inévitablement à la longue un ralentissement voire l'arrêt total du mouvement actuel d'implantation de nouvelles entreprises industrielles ou commerciales. Or, cet apport nouveau est absolument indispensable au développement et à la diversification de notre économie qui, aujourd'hui encore, dépend d'une manière très étroite de l'horlogerie.» (Rapport du Conseil d'Etat neuchâtelois).

Répartition des revenus: 94 % des contribuables ont moins de 25 000 francs de revenu imposable

D'un autre côté, il faut examiner attentivement la répartition des contribuables par classes de revenus

imposables. Vingt-cinq ans d'expansion économique ont assurément amélioré les conditions matérielles d'existence de la classe ouvrière. Mais ce n'est pas encore l'opulence. Voyez plutôt. — Selon l'enquête du MPF, le salaire mensuel moyen des salariés en Suisse romande était de 1380 francs en octobre 1967; les deux tiers des salariés gagnant moins de 1400 francs par mois.

— Pour Neuchâtel (1969) et Vaud (1968) les proportions ci-dessous sont identiques. 60 % des contribuables ont un revenu annuel imposable inférieur ou égal à 10 000 francs, qui n'est supérieur à 25 000 francs que pour 6 % des 90 500 contribuables neuchâtelois et des 193 000 contribuables vaudois. Les contribuables modestes s'acquittent de 20 % du produit de l'impôt, contre 40 % pour les contribuables aisés.

Compte tenu des différentes déductions autorisées dans ces deux cantons, un revenu imposable de 10 000 francs correspond à un revenu brut de 17 à 18 000 francs pour un contribuable marié avec deux enfants à charge.

— La dernière statistique détaillée de l'impôt de défense nationale (IDN), portant sur les années 1965-1966 permet de constater que 10 % des contribuables suisses s'acquittent de 82 % de cet impôt. Ce 10 % représente 132 000 personnes dont le revenu annuel imposable est égal ou supérieur à 25 000 francs. A l'autre extrémité, 441 000 contribuables (34 %) ont un revenu annuel imposable inférieur à 10 000 francs; ils paient 3 % de cet impôt.

Ces quelques points de repères nous permettent de voir qu'en l'état actuel des choses, il est pour le moins délicat de proposer une nouvelle répartition de la charge fiscale: tout allègement, même modeste, consenti à l'égard des petits et moyens contribuables entraîne une accentuation importante des impôts payés par les contribuables aisés, qui sont peu nombreux et peuvent le mieux menacer de déplacer leur domicile fiscal. Il en va de même pour les personnes morales.

Ce n'est pas faire preuve de réformisme timoré que d'argumenter ainsi: c'est seulement constater des faits. Certes, ils sont susceptibles d'être modifiés. Mais alors il faut agir au bon niveau, c'est-à-dire sur le plan fédéral. Car présentement, l'autonomie cantonale en matière fiscale n'est pas synonyme d'indépendance mais d'impuissance.

Déduction sur le revenu ou sur l'impôt ?

Précisons tout d'abord que nous n'avons pas eu pour objectif, dans le cadre de cet article, d'examiner quelles nouvelles ressources les pouvoirs publics pourraient se procurer. D'où l'absence de mention sur la lutte contre la fraude fiscale, l'imposition des personnes morales, des gains en capital, des successions, etc.

Les deux initiatives ne sont pas recevables dans la mesure où elles n'impliquent pas une action préalable au niveau fédéral. Sans doute ne faut-il pas perdre de vue que la sous-enchère fiscale, pratiquée le plus souvent par les cantons «sous-développés» en vue d'augmenter leur potentiel industriel et commercial remplit pratiquement la même fonction économique que des subventions versées par l'Etat pour favoriser le développement des régions pré-téritées.

Il n'en reste pas moins que l'instauration d'un impôt de péréquation qui ne serait plus basé sur la capacité économique des cantons, mais aussi sur l'effort fiscal qu'ils font est nécessaire pour remettre de l'ordre — et de l'égalité — dans le ménage suisse. De la sorte, les parts des cantons aux recettes fédérales (selon la terminologie officielle) seraient d'autant plus fortes que le canton est fiscalement actif. L'impôt de péréquation deviendrait une prime au dynamisme et non plus à la passivité, comme c'est actuellement le cas. Les cantons retrouveraient ainsi une liberté de manœuvre et d'initiative qu'ils n'ont plus.

L'impôt direct opère une redistribution des revenus, dans le sens que sa progressivité tend à réduire l'éventail des salaires. Il serait possible d'accentuer le caractère social de l'impôt en procédant à des relèvements périodiques du seuil inférieur de perception de l'impôt, à un taux plus élevé que l'augmentation moyenne des revenus.

Pratiquement, cette proposition équivaut à augmenter par exemple de 6 % le montant des déductions sociales autorisées lorsque la hausse moyenne des revenus (nclus la compensation de renchérissement) serait de 5 %.

En fait, il faudrait s'engager dans une autre voie. Le revenu imposable est obtenu par soustraction de différents montants correspondants aux déductions sociales autorisées. Pour un revenu élevé, de 100 000 francs, imposable au taux de 12 % par exemple, ce principe entraîne une diminution du montant de l'impôt de 960 francs si le total des déductions se monte à 8000 francs. Cette diminution n'est que de 200 francs pour un contribuable ayant un revenu imposable de 8000 francs au taux de 2,5 %.

Le système actuel des déductions «sociales» (il faut bien les mettre entre guillemets !) avantage donc considérablement les personnes aisées.

Une protection réelle des citoyens disposant d'un revenu modeste est réalisable. Mais il faut faire preuve d'imagination et trouver les solutions techniques et juridiques pour substituer aux déductions sur le revenu des abattements sur le montant de l'impôt à payer. La lutte contre la progression à froid peut être réalisée en indexant ces abattements, sans qu'il en résulte, pour les pouvoirs publics, des moins-values importantes dans leurs rentrées fiscales.

J.-P. G

Jaunin S.A. En 1950, il crée la Société coopérative des Editions Rencontre avec quelques amis, reprenant le nom d'une petite revue littéraire qui paraissait depuis quelques années. C'est à cette époque que paraît la célèbre traduction d'«Antigone» d'André Bonnard, dans une édition Rencontre. De même G. Haldas publie de remarquables panoramas de littérature étrangère.

En 1958, la coopérative reçoit son 10 000^e abonné, et prend ainsi un essor assez fantastique puisque son chiffre d'affaires passe d'un peu plus de 6,5 mio de francs en 1961-1962 à 60,2 mio de francs en 1967-1968. Pendant cette même période, la société s'installe à Paris et à Bruxelles, à Mulhouse et à Cologne, à Lyon et à Vienne.

Après vingt ans d'existence, Rencontre semble essouffée. Le chiffre d'affaires de l'exercice 1968-1969 accuse un recul de l'ordre de 4 % alors que le béné-

fice d'exploitation est lui aussi nettement en baisse. A part l'instauration du contrôle des changes, l'une des causes de ce ralentissement, invoquée par le Conseil d'administration, serait le resserrement du crédit en France, «les dispositions officielles de restriction du crédit à la consommation, qui dans de nombreuses familles, ont provoqué un sensible resserrement des disponibilités habituellement consacrées à des enrichissements culturels.» En d'autres termes, le livre ne paie plus autant, il faut trouver d'autres produits. Rencontre dès lors, s'est tournée vers Ciba et Geigy pour créer la CADIA, communauté d'action pour le développement de l'action audio-visuelle. Mais ces nouveautés, musique d'avenir, ne se sont pas révélées suffisantes encore pour ranimer le taux d'expansion, puisqu'il a fallu finalement «réduire les frais de fonctionnement des structures», en langage non hermétique, licencier.

Le sort funeste de la Commission du Personnel

Revenons sur l'aspect social de la décision de Rencontre. Peut-on, d'un côté, intéresser les travailleurs à l'entreprise, et de l'autre leur signifier leur congé ? Loin de nous l'idée de lier irrémédiablement l'employeur à l'employé ou vice-versa. Nous savons que les mesures de rationalisation sont nécessaires en Suisse. Ce que nous voulons pourtant souligner, c'est que dans leurs rapports de travail, les ouvriers et employés doivent être en mesure de défendre leurs intérêts avec le plus de poids possible. Quelles sont précisément chez Rencontre les conditions de ce rapport de force ?

En novembre 1968, A. Estoppey, correcteur, et vingt-trois collègues du département de l'imprimerie proposaient la création d'une commission du personnel.

(suite page 4)

Ils demandaient au directeur général « d'autoriser le droit syndical dans l'entreprise et aussi de légitimer la création d'une commission apte à discuter largement de tout ». M. de Muralt se prononça en faveur d'un tel dialogue et déclara: « Nous n'aurons jamais la tentation de vous empêcher de discuter de quoi que ce soit dans le sein de votre comité d'entreprise — ce serait attenter à votre liberté d'expression —; mais nous ne pouvons accepter le dialogue que dans le cadre de nos problèmes ».

Les promoteurs mettent alors sur pied une commission préparatoire. Cependant, deux tendances s'opposent sur la marche à suivre: l'une modérée, considère que le plus important est la rédaction des statuts qui permettront enfin à la commission du personnel de voir le jour, l'autre d'allure gauchiste, met l'accent sur des revendications immédiates (amélioration des conditions de travail, pétition contre le renvoi illicite d'un membre du personnel). Le 9 octobre 1969, la commission provisoire prononce sa dissolution, se jugeant incapable de surmonter ses contradictions internes. Cet échec, pourtant, ne déplait pas à la direction qui voyait d'un fort mauvais œil le tournant revendicatif qu'avait pris la commission.

Les syndicats sont dans l'impasse

Le 5 mars 1970, pour surmonter ces difficultés, la Fédération suisse des typographes propose la création, dans le cadre des entreprises Rencontre, d'une Intersyndicale ayant pour but de défendre le personnel et regroupant les trois syndicats ou associations intéressés (FST; FSORC; USL) avec participation éventuelle des Jeunes Commerçants. Les pourparlers se sont malheureusement enlisés sans aboutir.

Ces deux échecs successifs ont, sur le plan social, les conséquences suivantes. Une commission professionnelle aurait lutté contre les effets néfastes d'un tel licenciement, elle aurait pu négocier avec la direction certaines indemnités ou conditions. Si nous nous référons à l'article 2 sur la sécurité de l'emploi dans la lithographie, nous relevons que les parties, en cas de rationalisation, « doivent tenir compte dans une même mesure des points de vue économiques et sociaux ».

Nous lisons à l'article 4, « avant que des renvois soient prononcés pour les motifs susmentionnés, il devra être examiné avec les organes compétents des parties contractantes si de tels renvois peuvent être évités par un changement de profession, par le transfert à une autre place de travail dans l'entreprise ou l'adaptation à une autre activité acceptable dans l'entreprise ». Enfin, l'article 8 prévoit des indemnités légales ou de congédiements, notamment le versement au travailleur congédié, de la quote part de l'entreprise à la caisse de pension.

Voilà donc un litige qui survient en dehors du circuit des associations professionnelles. Est-il normal que dans un cas pareil, le travailleur soit à la merci de la direction, ou faut-il au contraire trouver de nouvelles formes d'action pour assurer plus efficacement sa défense ?

Dent d'or et dent dure

Au mois de mars de cette année, une dame Gantenbein, de Coire, adressa au président du Conseil national par lettre ses doléances au sujet d'une note d'honoraires d'un dentiste, qui lui demandait Fr. 490.— pour un remplacement de couronne, sans traitement de racine. M^{me} Gantenbein y formulait également des considérations générales sur le coût des traitements dentaires en Suisse, insistant sur la nécessité d'empêcher une augmentation trop importante des prix en ce domaine.

Ces lettres furent transmises par leur destinataire à la commission des pétitions du Conseil national. La commission n'a pas pu se résoudre à recommander à l'auteur de la pétition de soumettre son cas au juge, les chances d'obtenir gain de cause paraissant trop incertaines. Elle a exprimé l'avis que le problème méritait d'être étudié de manière approfondie, qu'il revêtait un certain caractère d'urgence, et qu'il

concernait non seulement les dentistes mais aussi, de manière générale, les médecins. Alors que nombre de médecins et de dentistes font preuve de modération en établissant leurs honoraires, la commission a l'impression que les cas ne sont pas très rares où ces praticiens n'observent pas la retenue nécessaire. Aussi un postulat sera-t-il déposé en bonne et due forme par la commission des pétitions, de sorte que le problème des honoraires médicaux et dentaires devrait sous peu faire l'objet d'un rapport détaillé devant le Conseil national. Voici le texte de ce postulat:

« Le Conseil fédéral est invité à présenter un rapport détaillé touchant les problèmes qui se posent au sujet des honoraires de certains dentistes ou médecins. Il y aura particulièrement lieu d'examiner si les tarifs pratiqués sont justifiés du point de vue des médecins et de celui des patients. Il y aura également lieu de déterminer les moyens de prévenir des abus. Ne conviendrait-il pas en particulier d'améliorer la situation juridique des patients en cas de différent (expertise, contentieux) ? »

Sous-développement: aide publique, « aide » privée

Un récent communiqué conjoint du Département politique et de celui de l'économie publique n'a pas fait la « une » de la presse.

On y lit que les apports du secteur privé suisse au titre de l'aide au développement ont fléchi de 964 millions en 1968 (1,30 % du produit national brut) à 410,7 millions en 1969 (0,51 % PNB).

En fait d'aide, il s'agit plutôt d'investissements privés ou de crédits à l'exportation dont une part appréciable bénéficie de la garantie fédérale.

Dans le même temps le bulletin de l'Association Helvetas nous apprend que l'endettement des pays pauvres a plus que doublé de 1961 à 1968. En millions de dollars, il a passé de 3309 à 7952 pour l'Afrique, de 8822 à 14754 pour l'Amérique latine. Total mondial 21 587 en 1961, 47 542 en 1968.

Le seul remède: augmentation des contributions publiques en provenance des pays riches. Pour le nôtre: les cantons et les communes devront épauler la Confédération.

Affaire à suivre.

L'Homme à tout faire

Quinzième titre de la Collection du Livre du mois, édité par les Imprimeries Réunies, « Der Gehülfe » de Robert Walser, que Weideli a traduit par la formule « L'homme à tout faire », ne peut être confondu avec tant de traductions ou de rééditions bouche-trou. Walser n'est plus à découvrir, certes, mais il n'a pas encore atteint tous ceux qu'il pourrait toucher. Cette édition, destinée au public romand, est donc bienvenue; elle révèle, à l'évidence, que nous sommes en présence d'un chef-d'œuvre.

Ce qui frappe d'abord, comme chez Stendhal, c'est la modernité du roman. Il semble avoir été écrit après 1950. L'absence d'action, ou plutôt d'événements-qui-mènent-quelque-part, dans ce récit fait d'incidents auxquels la suite du texte ne donnera pas la valeur de premiers indices, confirmés par le déroulement (prévisible) du drame, fait de ce roman en temps morts une œuvre directement accessible pour une sensibilité de la seconde moitié du XX^e siècle.

Cette modernité, cet art de faire surgir plus que les mots du récit ou du dialogue ne disent ordinairement, ce don de l'inexprimable n'est nullement lié, comme on voudrait le faire croire aujourd'hui, à une technique (effacement de l'auteur dans la subjectivité ou l'intersubjectivité des personnages). Walser intervient en tant qu'auteur; cette intervention n'empêche pas que soit créé le mystère.

Walser écrit quand Freud publie son œuvre maîtresse. Allusivement, Walser lui aussi nous permet d'aller au-delà de la conscience immédiate; mais notre sensibilité contemporaine formée par la psychanalyse nous permet peut-être de mieux le lire. Ce qui est, pour nous, particulièrement attachant, c'est que cet approfondissement se mène à partir d'une réalité suisse: le 1^{er} août, le jass, le service militaire, tout y figure, sans pittoresque local, le plus naturellement du monde, aux antipodes des morceaux d'anthologie sur les mœurs provinciales qui sont une des faiblesses de la littérature française.

« L'Homme à tout faire », une œuvre exceptionnelle, située, mais qui échappe souverainement au régionalisme.

Nestlé et l'aide au « développement séparé »

Le gouvernement sud-africain traduit généralement le terme « apartheid », qui a mauvaise presse, par l'expression « développement séparé », qui paraît plus sympathique. Dans les faits, cela signifie que les Noirs d'Afrique du Sud sont systématiquement regroupés dans des Bantoustans (13 % du territoire pour 89 % de la population), sortes d'enclaves promises officiellement au plus brillant avenir économique.

Mais en même temps, les collaborateurs de M. Vorster ont imaginé d'octroyer des avantages financiers, des réductions sur les chemins de fer et des dégrèvements d'impôts pour les industries qui viendraient s'installer non pas à l'intérieur des Bantoustans, mais dans leurs zones frontalières. De plus, les entrepreneurs y sont autorisés à payer leurs employés à des taux inférieurs aux taux réglementaires des autres régions industrielles.

Il faut croire que ces divers avantages sont substantiels puisque Nestlé a déjà installé une usine dans ces régions (à Eastcourt, dans le Natal) et s'approprié à déménager celle d'Isando, près de Johannesburg, dans une autre de ces zones paradiisiaques... pour les investisseurs. C'est sans doute ce qui justifie cette annonce publicitaire parue dans un journal sud-africain: « Dans chaque pays où il s'est implanté, Nestlé a su s'adapter aux goûts du pays. »

Jouer avec la monnaie

Le Conseil fédéral veut disposer du droit de dévaluer ou réévaluer. Compétence qu'il est naturel de lui confier. Dans le climat spéculatif international, la procédure suisse est inadéquante.

En revanche, on ne voit pas pourquoi le taux de change du franc suisse devrait être touché, sauf, et c'est bien à cette éventualité qu'on veut nous préparer, si une réévaluation générale des monnaies fortes devait permettre d'éviter une dévaluation du dollar.

Politique qui serait injustifiable.

Une fois de plus, il faut dire que les manipulations monétaires sont aujourd'hui insuffisantes sans réformes économiques profondes.

En ce qui concerne notre pays, on le voit bien. Le dépôt à l'exportation va se révéler inopportun au vu du déficit de la balance commerciale et pourtant l'inflation est lancée de plus belle (inflation et déficit de la balance commerciale vont de pair); en revanche, aucune mesure n'est envisagée contre la spéculation, pour l'encouragement de la construction de logements, contre l'accaparement de la main-d'œuvre par des activités parasites. Le diagnostic n'a pas porté sur l'essentiel. Ce n'est pas des manipulations monétaires qu'il nous faut, mais des réformes économiques !